

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fin de l'Observatoire de la Laïcité

Les Nouveaux Démocrates saluent le travail accompli et dénoncent l'instrumentalisation politique qui motive sa suppression.

Alors que l'Observatoire de la Laïcité fournit un travail remarquable depuis 8 ans, la Ministre Marlène Schiappa a acté, le 31 mars dernier, sa disparition. Les Nouveaux Démocrates, dénoncent une manœuvre politique, soulignent la nécessité d'une instance indépendante et s'inquiètent d'un dévoiement de la laïcité à des fins idéologiques.

Depuis 8 ans, l'Observatoire de la Laïcité a assuré la mise en place efficace et concrète de multiples politiques publiques : obligation de formation à la laïcité pour certains ministres du culte, formation de plus de 350 000 acteurs de terrain, abrogation du délit de blasphème en Alsace-Moselle, mobilisation des procureurs contre les atteintes à la laïcité, etc.

Tout cela avec seulement 4 salariés et un budget de fonctionnement inférieur à 60 000 euros. Les Nouveaux Démocrates saluent à ce titre le rapporteur général Nicolas Cadène et le président de l'Observatoire Jean Louis Bianco pour le travail accompli.

Dans la lignée d'Aristide Briand, l'Observatoire incarne l'esprit de la loi de 1905 : tenir ensemble liberté de croyance et liberté de conscience dans une société plurielle, ces libertés si essentielles à notre démocratie. En associant des experts, des fonctionnaires et des parlementaires de la majorité et de l'opposition, cette instance permet une approche rigoureuse et objective de la laïcité en rappelant inlassablement le droit, tout le droit, rien que le droit.

Pourtant, depuis plusieurs mois, l'Observatoire de la Laïcité subit les coups de butoir des membres du gouvernement et de la majorité, alimentant des polémiques sans fondements réels. C'est une attaque politique en règle qui a mené à la décision arbitraire, dans le cadre des débats autour du Projet de Loi sur le respect de principes républicains, d'acter sa suppression prochaine.

Luttant depuis son installation contre les idéologies de haine, dont l'islamisme radical, par leur indépendance et leur impartialité, l'Observatoire était l'un des garants essentiels de notre cohésion nationale. Loin des querelles politiciennes, il était une ressource, un outil concret et efficace face aux menaces de division politique de la société et au terrorisme idéologique.

Au-delà d'un nécessaire renforcement des moyens humains et financiers, les Nouveaux Démocrates demandent des garanties fortes sur l'indépendance et la pluralité de la future instance. **Nous demandons que la nomination de son-sa futur-e président-e soit soumise au contrôle du Parlement, selon la procédure prévue à l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution.** Au regard du caractère particulièrement sensible des questions qui entourent actuellement les enjeux de laïcité, nous estimons que cette procédure exceptionnelle devrait aujourd'hui être mise en œuvre.

Pour nos co-présidents Aurélien Taché et Émilie Cariou, « transformer l'Observatoire de la Laïcité en tribune politique, ce serait prendre le risque de creuser inutilement les clivages de la société française, tout doit donc être fait pour l'éviter ».

Les Nouveaux Démocrates refusent que la laïcité soit instrumentalisée et continueront de sa battre pour le respect de toutes les libertés, dans une société plurielle et tolérante.